

EVALUATION FINALE EXTERNE
DU PROJET
« MENDIHUACA 2012 »
« RESTITUTION DE TERRES ANCESTRALES ET
PRÉSERVATION/RECONSTITUTION DE LA BIODIVERSITÉ »
EN APPUI AUX INDIENS KOGIS DE LA SIERRA NEVADA DE SANTA MARTA, COLOMBIE

Mission réalisée du 28 novembre au 16 décembre 2016

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Février 2017

Consultants : Monique Munting
Marina Skandarski

Rapport : Monique Munting

Résumé exécutif

A. INTRODUCTION ET CONTEXTE

Le projet MendiHuaca 2012

1. Le projet MendiHuaca 2012 s'adresse aux Indiens Kogi de la Sierra Nevada de Santa Marta, en Colombie. Il a pour objet de leur restituer des terres qui leur appartenaient avant la Conquête espagnole, étant entendu que cette récupération du territoire ancestral a, conformément à leur cosmovision, une grande importance pour la préservation de l'identité et de la culture, particulièrement dans sa dimension spirituelle et symbolique.
2. Le projet était mis en œuvre par l'association Tchendukua, qui comporte une branche française (TIA : Tchendukua Ici et Ailleurs) et une branche colombienne (TAA : Tchendukua Aquí y Allá). Il vise l'achat de terres dans une vallée basse, la vallée de la rivière MendiHuaca (voir carte p. 6), située du côté Nord de la pyramide que constitue la Sierra Nevada, de façon à permettre à des familles vivant sur le versant Sud-Est, dans une zone plus inhospitalière et surpeuplée où elles manquent de terre, de descendre et de repeupler la vallée.
3. Le projet comporte aussi un volet d'activités en France, qui visent à sensibiliser le public français à la réalité des Kogis et au projet mené par Tchendukua en Colombie. L'appui de Tchendukua aux Kogis et ses activités complémentaires en France, dont le fonctionnement d'une école inspirée par les valeurs de la société Kogi, sont à ce jour sa raison d'être, l'association étant entièrement identifiée avec son action en faveur des Kogis.
4. Le projet disposait d'un budget de 1.000.000 €, dont 400.000 € financés par l'AFD, le reste du financement venant de donations privées. Conçu initialement pour une durée de 3 ans, il a été prolongé deux fois d'un an suite à des problèmes de sécurité dans la zone d'intervention. Il devrait s'achever en avril 2017.

La Sierra Nevada de Santa Marta

5. La Sierra Nevada de Santa Marta, une montagne pyramidale située à l'extrême Nord de la Colombie, en bordure de la mer des Caraïbes, constitue une région naturelle unique. Culminant à près de 6.000 mètres d'altitude à 42 km de la côte, elle est le massif côtier le plus élevé du monde et rassemble de ce fait sur une superficie réduite un ensemble d'écosystèmes extraordinairement diversifié, allant des zones littorales tropicales aux neiges éternelles en passant par des zones de forêt luxuriante et de *paramo*. Elle abrite une biodiversité sans beaucoup d'équivalent dans le monde.
6. Cette richesse écologique irremplaçable est toutefois gravement menacée, non seulement par la déforestation massive (70% du couvert arboré aurait été détruit en 40 ans), mais aussi par le réchauffement climatique qui a déjà causé un recul important des glaciers, ce qui met en péril les équilibres hydriques de la région tout entière, la Sierra fonctionnant comme un énorme réservoir d'eau pour quelque 1,2 million de personnes.
7. La Sierra Nevada de Santa Marta présente aussi un grand intérêt archéologique. Elle a été le berceau d'une culture précolombienne prestigieuse, celle des Tayrona, connus notamment en tant que précurseurs de l'urbanisme. Ceux-ci avaient en effet développé un mode d'occupation de l'espace permettant à une population assez dense de se déployer sans nuire aux équilibres écologiques, grâce à un ensemble de techniques de construction de chemins, terrasses, murs, zone de production et de stockage agricole et systèmes de dérivation des eaux.

Les Kogis et les autres peuples indigènes de la Sierra

8. Quatre peuples indigènes, héritiers plus ou moins directs des Tayrona, habitent de nos jours la Sierra. Parmi eux les Kogis sont ceux qui sont restés les plus proches de leur culture ancestrale, notamment grâce à une stratégie historique de repli dans les parties hautes de la Sierra et le maintien d'une grande distance avec les étrangers auxquels ils ne donnent pas volontiers accès à leurs villages, particulièrement aux villages d'altitude.
9. Récemment toutefois, les Kogis ont eu tendance à sortir de leur isolement, mais d'une part par le besoin urgent d'alermer le monde sur la destruction écologique dont ils étaient témoins, en particulier la disparition rapide des glaciers, et d'autre part par les conditions de vie devenues plus précaires dans les zones d'altitude suite à la croissance démographique, ce qui les a amenés à exercer une pression excessive sur des écosystèmes fragiles. Cette situation les pousse à chercher des terres dans les zones plus basses.
10. Le projet MendiHuaca répond à cette aspiration en aidant plus particulièrement deux communautés Kogi (Chendukua et Maruámake) situées dans la vallée du Río Guatapurí, qui descend sur le versant Sud-Est de la Sierra, à se déplacer vers le versant Nord, dans la vallée de la rivière MendiHuaca, qui se jette dans la mer des Caraïbes. Outre de répondre aux besoins productifs, la récupération de terres dans cette zone basse a pour les Kogis une signification spirituelle, en leur redonnant accès à des lieux sacrés et à des parties manquantes du

"grand corps vivant" que constitue pour eux la Sierra, aux "parties manquantes de la bibliothèque", dirions-nous dans notre langage.¹

11. Le système de pensée kogi est un système de représentation de l'univers visible et invisible où tout est connecté : réalité et symbolisme, naturel et surnaturel, vécu présent et histoire passée, objets et sens, lois naturelles et éthiques. Il relève pour eux de l'évidence que notre planète est un système complexe où tout est lié et que des correspondances relient ainsi différents points de la Sierra mais aussi, à travers eux, les concepts créateurs et les énergies qui alimentent la vie et sa conceptualisation. Les croyances des Kogis s'expriment à travers une langue d'une grande richesse sémantique, qui contribue à rendre leur société relativement hermétique aux étrangers.

Droits des peuples indigènes en Colombie

12. Un élément contextuel important est donné par la situation juridique des peuples indigènes en Colombie. Depuis 1991, la constitution colombienne leur reconnaît des droits spécifiques, inspirés par la Convention 169 de l'OIT, l'instrument juridique international le plus avancé et contraignant en matière de défense des droits des peuples indigènes, que la Colombie a signé cette même année.

13. Plus tôt déjà, en 1973, la Colombie avait officiellement reconnu, du moins sur papier, le droit des peuples indigènes de la Sierra Nevada de Santa Marta d'accéder à un ensemble de sites sacrés situés sur la "*Línea Negra*", une ligne imaginaire qui fait le tour de la Sierra et qui constitue leur référence pour la délimitation du territoire qu'ils considèrent comme leur. Cette *Línea Negra* correspond aussi à la zone la plus affectée de la Sierra, surtout sa partie Nord où se trouve la plus grande concentration de population et d'infrastructures économiques.

14. Dès 1974, la Colombie a accordé aux Indiens de la Sierra un premier "Resguardo" (Réserve), soit un territoire au sein duquel les peuples indigènes disposent d'une certaine autonomie en matière de gouvernance. Un second Resguardo, le Resguardo Kogui-Malayo-Arhuaco (RKMA), a été créé en 1980 au profit de ces trois ethnies. D'une superficie initiale d'environ 365.000 ha, il a été agrandi plusieurs fois et atteint aujourd'hui 425.000 ha. La vallée de MendiHuaca n'en fait pas partie, mais les terres achetées ont vocation à y être incorporées un jour.

15. Les Réserves indiennes ont leur propre gouvernement désigné par les Indiens. Dans le cas du RKMA, celui-ci est géré par l'OGT, Organización Gonawindúa Tayrona. Suite à des arrangements entre les trois peuples concernés, l'OGT ne représente plus aujourd'hui que les Kogis, les membres des deux autres ethnies s'en référant à leur propre organisation. Le gouverneur de l'OGT est donc maintenant un Kogi.

16. La reconnaissance des peuples indigènes et les besoins liés à l'interaction avec l'Etat ont conduit au sein des sociétés indiennes à l'émergence de nouvelles formes d'autorité, parallèlement aux autorités traditionnelles. Dans le cas de la Sierra, coexistent dès lors de nos jours des autorités spirituelles (les *Mamus*), et des autorités dites "politiques", dont la figure principale pour les Kogis est le Gouverneur de l'OGT. Celui-ci est élu par les *Mamus*.

L'évaluation

17. L'évaluation était une évaluation de fin de projet assez classique. Comme le projet s'inscrit dans la continuité des activités de Tchendukua depuis sa fondation il y a 20 ans, il était demandé de ne pas limiter strictement le regard à la période du projet. Un audit étant prévu, il n'était par ailleurs pas attendu que l'évaluation porte sur les aspects financiers et comptables.

18. TIA attendait aussi de l'évaluation qu'elle puisse l'aider à réfléchir sur son avenir, à la lumière notamment du lien étroit entre TIA et son fondateur-directeur et de la relation particulière de celui-ci avec les Kogis. Il était dès lors demandé aux consultants de s'interroger sur les postulats fondateurs de l'action et de l'association, à savoir : 1) que la restitution de leurs terres ancestrales aux Kogis est une façon de garantir la pérennisation de leur culture; 2) que la rencontre avec les Kogis est féconde pour le public français, les Kogis étant porteurs de valeurs capables d'interpeler sur les modes de vie "ici"; 3) que Tchendukua a réussi à développer un mode d'intervention spécifique qui respecte la liberté des Kogis et leur permet de ne pas devoir changer leur mode de vie traditionnel.

19. La mission sur place s'est déroulée du 28 novembre au 16 décembre 2016. Elle a été précédée et suivie d'un temps de travail en Europe consacré à des réunions, interviews, étude documentaire, sondage par voie de questionnaire auprès de membres et proches de l'association et préparation méthodologique.

20. Le directeur de TIA était présent pendant la première semaine de la mission sur place. Il était prévu au départ de visiter deux zones de la Sierra : celle des deux villages (Chendukua et Maruámake) dont sont originaires les familles bénéficiaires des terres achetées, et la vallée de MendiHuaca, où se situent la plupart des terres acquises par le projet. Il n'a toutefois pas été possible de maintenir la première partie de ce programme, mais la vallée de MendiHuaca a par contre pu être traversée à pied de haut en bas, avec le directeur de TIA. Il semblerait que les autorités spirituelles étaient réticentes à donner l'accès aux zones hautes de la Sierra, ou alors à permettre une

¹ L'expression vient d'un membre de Tchendukua rencontré dans le cadre de cette évaluation.

visite des deux sites. Après le départ du directeur de TIA, le temps restant a été consacré à visiter d'autres villages kogi, ce qui s'est avéré très utile pour multiplier les rencontres avec des Kogis et mieux contextualiser le projet.

B. RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION

Achats de terre

21. Le projet a permis l'achat de 630 ha de terres situées pour l'essentiel dans la vallée de Mendihiuaca, ces achats, coûts compris, ayant absorbé un peu plus de 60% du budget du projet. Un protocole rigoureux a été appliqué (cartographie, enquêtes légales, estimation de valeur...), de façon à éviter le paiement d'un prix excessif ainsi que des situations douteuses ou conflictuelles, compte tenu aussi d'un contexte de sécurité délicat. La superficie achetée correspond aux objectifs, compte tenu d'une révision de ceux-ci à la baisse (de 1.000 à 600 ha), au vu de l'évolution du marché. Les terres ont été mises au nom du RKMA, à l'exception d'une terre ("Bonda") de 8 ha proche de Santa Marta, mise au nom de TAA, qui prévoit d'en garder une partie (2 ha) pour y établir sa base.

22. L'application d'une procédure rigoureuse et l'inscription des terres au nom du Resguardo représentent un progrès important et une professionnalisation par rapport au passé. Il s'est en effet avéré que les estimations de superficie des terres achetées depuis le premier achat, en 1988, n'étaient pas toujours correctes, de sorte que, alors que Tchendukua pensait avoir acheté 1.500 ha avant le projet, le chiffre réel est plus proche de 1.000. Les terres achetées auparavant l'ont aussi été dans la majorité des cas au nom de TAA ou de personnes privées (directeur de TIA, assistant technique, *Mamus*) et n'ont donc pas la qualité de terres de propriété collective du peuple kogi. Ces situations devraient être assainies dès que possible.

23. Une dimension importante du protocole d'achat des terres est l'implication des Kogis : autorités spirituelles (surtout un *Mamu* de référence vivant à Chendukua qui guide, oriente et valide le processus) et jeunes scolarisés (surtout un jeune capable désormais d'assumer lui-même certaines démarches techniques). La façon de procéder de Tchendukua peut être considérée comme exemplaire en tant que profondément respectueuse d'une culture pour qui l'aspect matériel des choses est toujours lié à leur portée religieuse et symbolique, ce qui s'accompagne d'exigences rituelles, de temporalité, etc., que le projet a eu à cœur de respecter en s'imprégnant de la façon de voir des Kogis.

Repeuplement de la vallée de Mendihiuaca

24. A ce jour 12 familles kogi totalisant 71 personnes se sont installées sur les terres achetées dans la vallée de Mendihiuaca dans le cadre du projet Mendihiuaca. S'y ajoutent les familles qui se sont installées sur des terres achetées précédemment, de sorte qu'aujourd'hui environ 180 Kogis, dont une soixantaine d'adultes, vivent dans la vallée, sur les 972 ha qui y ont été achetés (480 ha avant le projet, 492 ha dans le cadre du projet).

25. Outre la terre proche de Santa Marta mentionnée plus haut (Bonda) où s'est installée une famille kogi, Tchendukua a par ailleurs acheté une terre de 130 ha située à l'intérieur du Resguardo, où vivaient déjà des Kogis. Lorsqu'une Réserve est créée, il est en effet courant qu'y habitent des non-indigènes et il incombe normalement à l'Etat de racheter leurs terres (une opération appelée "assainissement") mais celui-ci est souvent déficient en la matière. L'achat de la terre en question a donc permis d'"assainir" 130 ha du RKMA.

26. Le processus de repeuplement de la vallée est un processus lent, pour un ensemble de raisons tant pratiques que liées à la culture. Non seulement les familles ont besoin de s'habituer au nouvel environnement et d'y installer habitations et cultures pour pouvoir y vivre, mais il faut aussi que ceci se fasse dans le respect des prescriptions culturelles, qui visent à harmoniser l'occupation humaine avec les éléments spirituels et symboliques du territoire. Le repeuplement fait donc appel, comme pour l'achat, à l'intervention du *Mamu* de référence, qui en détermine le rythme et assure la purification de lieux gravement altérés du fait notamment de l'usage de produits chimiques, intrants agricoles et herbicides utilisés pour l'éradication des cultures liées à la production de drogue.

Récupération écologique

27. Le repeuplement de la vallée par les Kogis (uniquement le versant gauche de la vallée, en fait ; aucune terre n'a été achetée sur le versant droit, considéré comme revenant à une autre ethnie de la Sierra) s'accompagne d'un changement des systèmes de production. Là où l'élevage avait conduit à éliminer le couvert arboré y compris sur des terrains très pentus fortement exposés à l'érosion, le système de production typique des Kogis consiste à laisser une partie importante du terrain (de l'ordre de 80%) en régénération naturelle, le reste étant consacré à une polyculture arborée. Ceci transforme progressivement le paysage de façon visible, mais il n'est pas possible de quantifier ce résultat, car on ne dispose pas de ligne de base et cet aspect n'a pas été monitoré.

28. Par ailleurs, la régénération spontanée ne suffit pas pour restaurer les écosystèmes : non accompagnée d'interventions actives et volontaires, elle donne des écosystèmes toujours plus pauvres que l'écosystème originel.

Aussi le projet prévoyait-il des démarches actives destinées à permettre la récupération écologique, entre autres des activités de reforestation. De telles démarches n'ont toutefois pas été concrétisées, mais Tchendukua explique que les Kogis ont pris de leur côté des initiatives allant dans ce sens, comme la réintroduction de certaines variétés d'arbres. Ceci n'a toutefois pas fait l'objet de suivi et on n'en connaît donc pas la portée ni l'échelle.

Études, monitoring et création de capacités

29. De façon plus générale, le suivi s'est avéré un point faible du projet. Les études prévues pour établir une "baseline" ne se sont pas concrétisées, suite à des déboires avec les consultants colombiens qui n'ont pas répondu aux attentes tout en ayant été payés. Les aspects qui auraient dû être monitorés (installation des familles, évolution du couvert arboré et de la biodiversité, suivi des démarches de préservation/reconstitution de la biodiversité) ne l'ont pas été (dans ce dernier cas, ces démarches n'ont pas été concrétisées comme telles). Un inventaire des pratiques culturelles n'a pas non plus été effectué comme prévu, faute d'intérêt, semble-t-il, de la part des Kogis.

30. La formation de capacités visait, conformément au document du projet, à permettre aux Kogis de s'appropriier la démarche administrative, commerciale et juridique de l'achat des terres. Il était prévu pour cela de former quatre jeunes Kogis. Un jeune Kogi vivant dans la vallée, qui bénéficie par ailleurs d'une formation en cartographie de la part d'une ONG nord-américaine, est effectivement capable aujourd'hui de reprendre une bonne partie du travail du cartographe du projet. Toutefois, il a été désigné par le *Mamu* de référence pour deux fonctions importantes (coordination d'ensemble au niveau de la vallée de MendiHuaca, suivi spécifique des aspects agricoles), d'où une situation de cumul de responsabilités qui pourrait peser sur sa disponibilité future.

Points forts

31. Un premier point fort du projet est sa pertinence. Il répond à une demande des Kogis, plus précisément des communautés kogi de Chendukua et Maruámake, à travers un de leurs *Mamus* faisant autorité. Il offre une réponse au problème aigu auquel celles-ci se trouvent confrontées, à savoir un manque de terre et une surpopulation qui les ont amenées à exercer une pression excessive sur un écosystème fragile et ainsi à causer un préjudice à la *Madre Tierra*. Il répond aux priorités des familles, surtout soucieuses de la sécurité alimentaire, mais aussi à celles des autorités spirituelles, avant tout préoccupées de récupérer le territoire ancestral et les sites sacrés, et ainsi de reconnecter des lieux, des énergies et les bases d'un système de pensée privé d'une partie de ses références.

32. Un second point fort du projet est la qualité de son approche sur le terrain. Ceci concerne d'une part la question des achats de terre et la professionnalisation qu'a permis le projet comparé aux années antérieures, grâce à quoi il a réussi à se mouvoir dans un environnement difficile, avec entre autres des problèmes de sécurité propres à un pays qui a connu 60 ans de guerre civile et de violence, particulièrement dans les zones rurales.

Cela concerne aussi l'implication des Kogis et la relation établie avec eux, et notamment avec le *Mamu* de référence du projet, soit une approche à l'écoute des Kogis et respectueuse de leur spiritualité et de leur façon de voir le monde, même si cela doit ralentir le rythme ou amener à renoncer à des activités qui ne répondent pas à une demande.

33. Le projet a eu des impacts visibles et tangibles à l'échelle d'une vallée, où l'installation de communautés kogi s'est accompagnée d'une récupération du couvert forestier. La présence indigène y constituerait aussi un facteur de tranquillité, les Kogis, considérés comme un peuple pacifique, étant respectés par les familles paysannes locales.

Pour les Kogis, le projet constitue une contribution à la récupération du territoire, étant entendu que les terres achetées dans la vallée de MendiHuaca devraient à l'avenir être incorporées officiellement au RKMA. Même si le repeuplement est lent, divers indices montrent qu'on peut s'attendre à ce que le processus amorcé se poursuive, comme le fait que des villages se recréent avec une vraie vie de village, avec sa dimension cérémonielle, ou encore le fait qu'un premier *Mamu* ait été enterré dans la vallée.

Points faibles

34. Les points plus faibles du volet colombien du projet concernent des activités complémentaires à ce qui en constitue le cœur, à savoir les achats de terres et le repeuplement. Les faiblesses concernent : le monitoring, qui aurait dû en outre se faire avec une sensibilité à la question du genre, une dimension laissée de côté jusqu'à présent; une gestion trop légère des contrats, avec un manque de clarté quant aux responsabilités respectives de TIA et TAA; l'optique des études, qui auraient dû adopter un référentiel kogi et non le mode de pensée et le découpage thématique propres à la culture occidentale, aussi avec une vision de valorisation et sauvegarde des connaissances ancestrales menacées de disparition; la création de capacités, limitée à la thématique des achats de terre et à un très petit nombre de Kogis ; les actions de récupération des écosystèmes, qui devraient faire l'objet d'un réel dialogue entre les cultures.

35. Ce dernier champ d'action devrait viser à apporter des réponses aux problèmes créés par le réchauffement climatique et la perturbation des régimes hydriques, qui d'ores et déjà ont été à l'origine de graves sécheresses accompagnées de pénuries alimentaires dans plusieurs villages kogi, où les systèmes productifs mis en place, relativement pauvres par rapport à la richesse de la biodiversité de la Sierra, ont mal résisté. Il devrait être possible d'encourager une plus grande résilience de ces systèmes en faisant appel à la grande richesse des semences qu'on trouve dans la Sierra, ainsi qu'aux connaissances des *Mamus* spécialisés. Ceci requiert toutefois des démarches actives et des moyens, car les vieux *Mamus* érudits vivent généralement de façon retirée dans des zones éloignées de la vallée de Mendihiuaca, où ils ne descendent normalement pas.

36. On relèvera que les estimations présentées du nombre de bénéficiaires directs et indirects du projet – un chiffre de plus de 200.000 bénéficiaires est avancé – ne sont pas réalistes. On ne peut pas considérer que les autres peuples indigènes de la Sierra bénéficient des achats de terre réalisés au profit des seuls Kogis, ni que l'impact écologique au niveau d'un versant de la vallée bénéficie aux communautés paysannes de tout le Nord de la Sierra, qui ne comporte pas moins d'une vingtaine de bassins versants, celui de Mendihiuaca étant le plus petit. Il est par contre justifié de considérer que le projet bénéficie au peuple kogi en tant que tel (15.000 personnes, suivant les chiffres les plus récents de l'OGT). Cependant ses réels bénéficiaires directs en sont les familles kogi qui ont reçu des terres, les communautés de Chendukua et Maruámake où la pression sur la terre se trouve quelque peu allégée, et enfin les habitants non-indigènes de la vallée du Mendihiuaca, qui bénéficient de la récupération du couvert forestier et de la contribution des Kogis à la tranquillité de la vallée. Ces trois groupes totalisent sans doute tout au plus entre deux et trois mille personnes.

Paradoxes et questionnements

37. Réponse à une aspiration et demande des Kogis, la récupération territoriale est-elle une condition suffisante pour la préservation de la culture ? On assiste ici à un paradoxe. Alors que la résistance culturelle historique des Kogis s'est basée sur une stratégie de repli et d'éloignement, le repeuplement de la vallée de Mendihiuaca se traduit par un rapprochement du monde moderne, devenu désormais tout proche, en particulier pour les terres situées aux plus basses altitudes et surtout s'agissant de la terre de Bonda, qui se trouve à portée de bus de Santa Marta et a été achetée à la demande des Kogis pour qu'ils disposent d'un point de chute à proximité de la ville.

38. La récupération du territoire ancestral ne protège pas non plus contre la détérioration écologique à laquelle ce territoire est soumis. Fonte des glaciers, dérèglement des régimes hydriques, effondrement de la biodiversité, pollution (la plus grande mine de charbon à ciel ouvert du monde se trouve tout à côté de la Sierra Nevada de Santa Marta) : même le rachat massif de terres et leur incorporation à la Réserve ne permettraient pas de contrôler la plupart des activités à l'origine de ces phénomènes : seules des restrictions légales dûment appliquées le pourraient. A ce jour, les autorités peuvent même autoriser l'exploitation minière à l'intérieur de la Réserve, si elles la jugent d'intérêt public. Une telle exploitation n'est par contre pas possible dans les aires protégées, comme l'est en partie, mais en partie seulement, le Resguardo (une partie du Resguardo fait partie d'un Parc National).

39. Cette situation illustre l'alternative : approche par le marché (achat de terres) et/ou approche par les droits, avec renforcement des droits, restrictions à certaines activités, obligations et prohibitions. Pour de nombreux aspects, la défense des peuples indigènes, la protection de la Sierra, la lutte plus globale contre la destruction de l'environnement passent par des mesures légales et des décisions publiques à tous niveaux, du local au national et même international : le réchauffement climatique appelle clairement une action qui transcende les frontières. De là l'importance des alliances, car aucun peuple indigène ne peut à lui seul faire bouger les lignes.

Activités en France

40. Le projet Mendihiuaca disposait d'un petit budget pour des activités en France, essentiellement l'organisation de conférences et de tournées avec les Kogis. L'objectif annoncé de ces conférences est de contribuer à la sensibilisation du public français au "développement durable". Les échanges avec les responsables du projet ainsi que les publications de Tchendukua tendent à montrer qu'il s'agit plus précisément de faire connaître les Kogis et leur culture et de diffuser le message des Kogis au monde, tout en collectant des fonds pour leur venir en aide.

41. En réponse aux questions posées dans les termes de référence concernant le "décodage" du message des Kogis, il se confirme que ce décodage est inévitablement marqué par la personnalité de celui qui decode. S'agissant de Tchendukua, l'accent est mis sur la culture kogi, plus que sur les revendications des Kogis, et surtout sur la spiritualité et les valeurs dont les Kogis sont porteurs, plus que sur leur réalité concrète. Ceci s'accompagne d'une présentation des Kogis comme une société modèle dont nous devrions à tous égards nous inspirer.

Ce message rencontre et répond aux aspirations d'un public (dont l'âge moyen semble assez élevé, sur la base du sondage effectué), avant tout intéressé par ce que l'on appelle le développement personnel. Celui-ci se dit interpellé et inspiré par les valeurs kogi ("*Les Kogis sont nos maîtres*"), sans toutefois que cela débouche, d'après les réponses recueillies, sur des initiatives concrètes, sauf à offrir un soutien financier à l'action de Tchendukua. Comme le

terme le dit, ce cheminement de développement personnel est essentiellement une démarche individuelle, voire intérieure et intime.

42. D'autres décodages sont toutefois possibles. On peut en effet voir dans le message adressé par les Kogis au monde un message à portée hautement politique. Il concerne en effet leurs revendications territoriales et l'affirmation des droits des peuples indigènes, la nécessité urgente de mettre fin à la destruction de la Sierra Nevada de Santa Marta dont les Indiens se considèrent les gardiens, mais aussi plus globalement de la *Madre Tierra*. Il amène à remettre radicalement en cause un modèle économique globalisé qui conduit à une exploitation effrénée des ressources naturelles au nom d'un "développement" auquel la *Madre Tierra* est sacrifiée.

Une telle vision débouche, non pas, ou du moins pas exclusivement, sur des démarches individuelles et une transformation intérieure, mais aussi et surtout sur un travail concerté entre "*acteurs du changement pour un monde meilleur*", pour reprendre une expression figurant dans les termes de référence de l'évaluation. Elle met aussi en évidence le besoin d'alliances, dont l'importance est aussi soulignée par les Kogis, conscients notamment de la nécessité pour les quatre peuples de la Sierra de s'unir.

43. Quelle que soit la fascination que peut exercer la culture symbolique du peuple kogi, cet autre décodage amène à défendre les Kogis non pas pour leur singularité, leur exceptionnalité ou leur supériorité, mais en tant que peuple indigène qui revendique, comme de nombreux autres peuples, un droit à l'existence et à la différence fondé, non sur sa singularité ou son exemplarité, mais sur son existence en tant que peuple, porteur de valeurs propres mais partagées avec d'autres peuples du monde, dont un lien profond avec la nature et la conscience qu'il faut absolument la protéger, dans l'intérêt commun.

C. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Conclusions par rapport aux trois postulats fondateurs

44. Par rapport aux postulats fondateurs évoqués plus haut (§ 19), on peut dire sur la base de ce qui précède : Oui, les Kogis qui se sont déplacés dans la vallée de MendiHuaca sont en capacité d'y vivre en autonomie et dans le respect de l'environnement qui les entoure. Oui, les Kogis, ou plus exactement la culture kogi peut nous interpeller utilement sur nos modes de vie, en tant que porteurs d'un autre rapport à la nature et d'un autre type de "vivre ensemble". Oui, TIA, et aussi et surtout TAA, orienté par le directeur de TIA, a réussi à développer un mode d'intervention spécifique respectueux de la culture kogi et qui permet aux Kogis bénéficiaires du projet de préserver leur mode de vie. A partir de ces réponses générales, des nuances et précisions doivent toutefois être apportées.

45. Concernant l'autonomie des Kogis : Comme pour tous les peuples indigènes, le territoire constitue la base et la référence de l'identité des Kogis. La récupération d'une vallée et de ses lieux sacrés revêt donc pour eux une très grande importance. Toutefois, l'autonomie et la culture kogi restent menacés par des facteurs tant externes qu'internes : les limites juridiques à l'autonomie (le gouvernement garde le contrôle du sous-sol du Resguardo et peut donc y autoriser les activités minières); la transformation de l'environnement et les investissements qui la causent, et le dérèglement climatique qui menace la sécurité alimentaire; la proximité du monde moderne et son pouvoir d'attraction particulièrement sur les jeunes; l'absence d'alternative à ce jour entre une formation traditionnelle par la famille et les *Mamus*, sans apprendre à lire et à écrire, et le système d'enseignement colombien officiel, qui enseigne ces choses, mais ignore voire nie la culture kogi, sa cosmovision et sa richesse propre.

46. Concernant la capacité des Kogis de nous interpeller sur nos modes de vie : La preuve est donnée au travers du public mobilisé et des contributions financières reçues par Tchendukua que la réalité kogi interpelle et inspire. Toutefois, pour réellement entendre le message des Kogis et lui apporter des réponses effectives, sans doute faudrait-il en mesurer aussi la portée et les implications politiques. Ce qui est en jeu, ce ne sont pas seulement nos modes de vie, mais aussi les droits du peuple kogi, et pas seulement la transformation intérieure personnelle, mais aussi un autre modèle économique, et, de façon urgente, des décisions et mesures publiques pour renverser les dynamiques destructrices en cours.

47. Concernant le mode d'intervention de Tchendukua : L'interaction de Tchendukua avec les Kogis est exemplaire par son parti-pris de respect de la culture kogi et son souci d'éviter toute forme d'intrusion. Une relation de confiance a ainsi pu s'installer entre les acteurs de Tchendukua et les Kogis, dont il faut toutefois aussi reconnaître les limites. D'une part cette interlocution confiante implique un très petit nombre de personnes : quelques Kogis bénéficiaires et quelques *Mamus*, plutôt que les autorités politiques, par exemple. D'autre part elle reste marquée par la distance entre les deux mondes, pour des raisons culturelles, à cause de la barrière linguistique, mais aussi en raison de la volonté des Kogis de maintenir cette distance. Enfin, indépendamment de la complexité de la culture symbolique des Kogis, leur message au monde en revanche très clair - "*Arrêtez de détruire la nature !*" – se prête lui aussi à des décodages très différents. En ce sens il n'est pas garanti que Tchendukua

véhicule une pensée et une parole kogi représentatives du peuple kogi dans son ensemble, dans toutes ses expressions, générations et genres.

Perspectives

48. Le dernier chapitre du rapport aborde la question des perspectives d'avenir sous la forme de trois sous-chapitres. Un premier sous-chapitre traite des leçons pouvant être tirées de cette phase d'action de Tchendukua. Celles-ci concernent :

- la procédure d'achat des terres
- l'importance de la dimension culturelle-anthropologique
- la gestion des problèmes de sécurité
- la gestion des contrats
- la réalisation d'études et le dialogue interculturel.

49. Un second sous-chapitre formule des recommandations opérationnelles. Celles-ci concernent des aspects thématiques ainsi que des aspects liés à la gestion du cycle du projet.

S'agissant des aspects thématiques, les recommandations portent sur :

- les achats de terre
- le suivi du processus de repeuplement
- l'amélioration de la biodiversité et la récupération écologique
- la réalisation d'études.

S'agissant de la gestion du cycle du projet, les recommandations concernent :

- la formulation d'un futur projet
- la gestion des ressources humaines
- la gestion administrative
- la gestion financière
- le monitoring.

50. Un dernier sous-chapitre a été intitulé "Thèmes de débat". Plutôt que de formuler des recommandations quant aux orientations d'avenir de Tchendukua, il a semblé préférable d'identifier quelques grandes thématiques par rapport auxquelles il semble important que Tchendukua se positionne, de façon à pouvoir aborder la question de son avenir dans des termes plus concrets. Chacune de ces thématiques fait l'objet de commentaires et de questions qui devraient permettre de baliser les débats internes, qui devraient impliquer TIA et TAA.

Les thématiques identifiées sont les suivantes :

- Identité, finalité et valeurs de Tchendukua
- Récupération et préservation du territoire : quels leviers, options et priorités ?
- Préservation de la culture : quelles priorités ?
- Dialogue entre les cultures et création de capacités
- Relation entre TIA et TAA.